



MINISTÈRE
CHARGÉ DU RENOUVEAU
DÉMOCRATIQUE,
PORTE-PAROLAT
DU GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Mieux rémunérer les agriculteurs : quels leviers pour le consommateur ?

Synthèse de la consultation

5 juin 2024

Sommaire

- Objectif de la consultation
- Chiffres de participation
- Méthode d'analyse
- La synthèse en un regard
- Réponses aux questions fermées
- Réponses à la question ouverte

Objectif de la consultation



Objectif de la consultation

Le 22 février 2024, le Premier ministre Gabriel Attal a désigné Anne-Laure Babault et Alexis Izard pour réaliser une **mission parlementaire** afin d'évaluer une **potentielle évolution des lois EGAlim** et, plus globalement, des **négociations commerciales dans l'agriculture et l'alimentation**.

Les États généraux de l'alimentation, réunis en 2017, ont abouti aux **lois EGAlim** qui permettent de placer les agriculteurs au cœur de la construction des prix et créer un lien direct entre leurs coûts de production et le prix payé en magasin.

En dépit de résultats positifs, des adaptations de ces lois sont nécessaires pour les rendre plus simples, plus efficaces et plus protectrices des agriculteurs.

L'objectif de cette consultation est de **recueillir l'avis des consommateurs sur les enjeux de meilleure rémunération des agriculteurs** et de transparence dans ce secteur.



Du 15 avril au 3 juin 2024

Chiffres de participation



Chiffres de participation



4 598
participants



8
questions



7
semaines de consultation



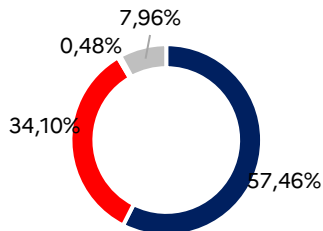
6 049
contributions aux
questions ouvertes



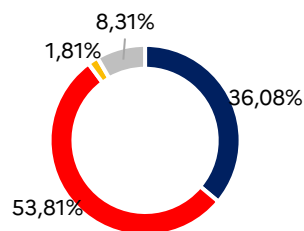
14
propositions identifiées

Informations sur le profil* des participants

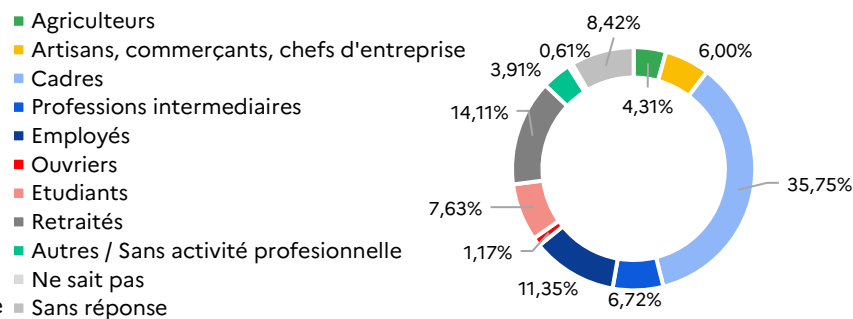
Distribution du genre



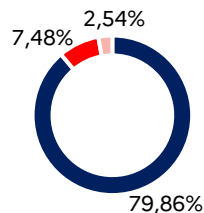
Distribution par habitat



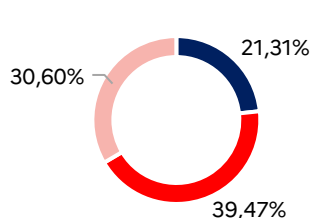
Distribution par catégorie socio-professionnelle



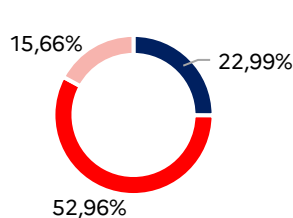
Fréquence de vote



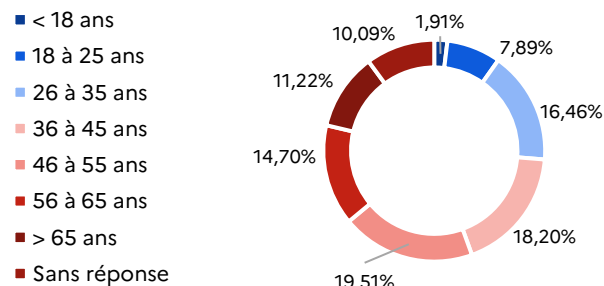
Engagement sur le terrain



Engagement en ligne



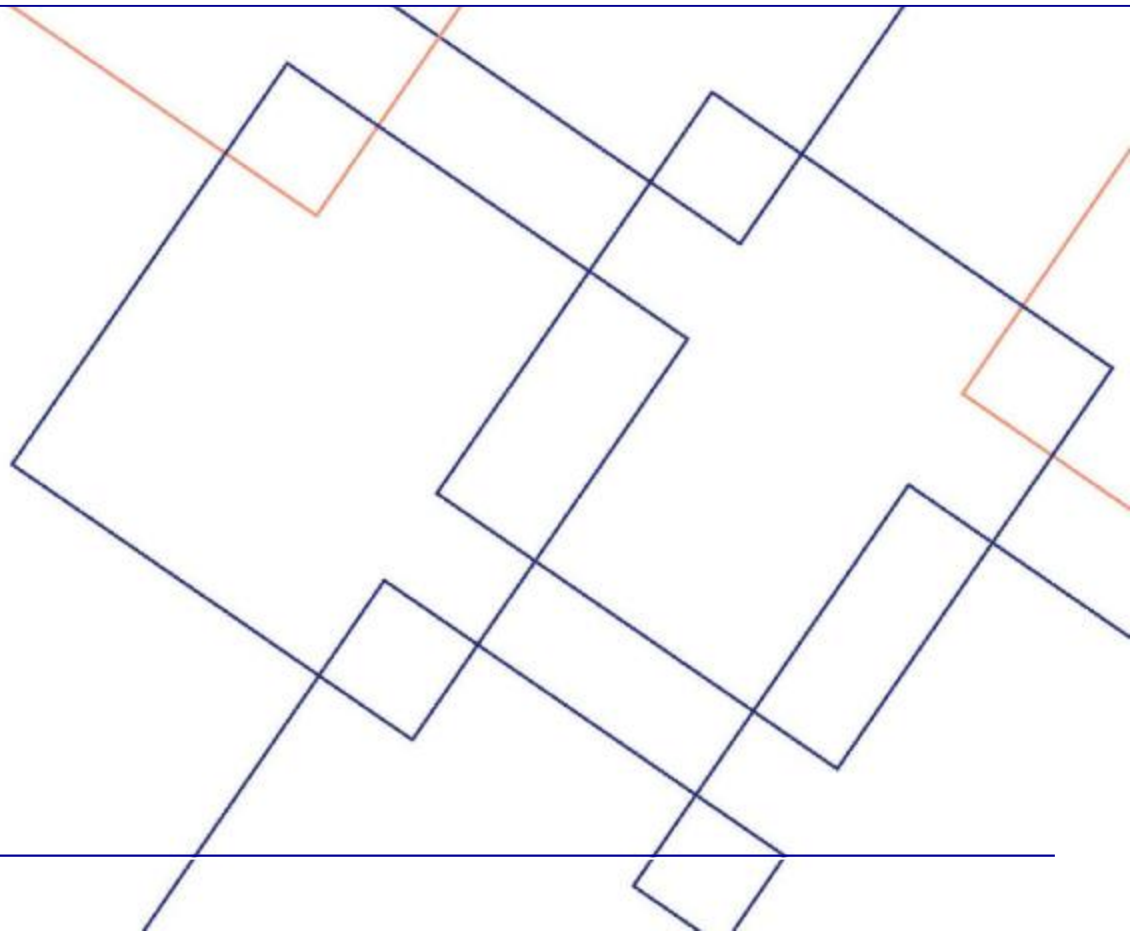
Distribution par âge



*Environ 80% des participants ont rempli leurs informations de profil.

Bien que diversifié, le panel de répondants à cette consultation ne peut pas être considéré comme représentatif de la population française.

Méthode d'analyse



Méthode d'analyse



Traitement des questions fermées

- **Analyse à plat** présentant les variations de réponses de tous les participants sur les options proposées dans la consultation
- **Analyse croisée** soulignant les variations de réponses les plus significatives en fonction des catégories spécifiques de participants : genre, âge, catégorie socio-professionnelle, lieu d'habitation, etc.



Traitement de la question ouverte

- **Analyse des idées majoritaires** par regroupement thématique pour faire ressortir les grands sujets de préoccupation des citoyens
- **Analyse des tendances faibles** et des idées singulières proposées par les participants

La synthèse en un regard



La synthèse en un regard

> Des consommateurs à cheval sur l'origine des produits alimentaires

2 consommateurs sur 3 priorisent l'origine dans l'achat d'un produit alimentaire, devant la qualité et le prix. Près de la moitié d'entre eux serait prête à acheter un peu plus cher leur nourriture pour mieux rémunérer les agriculteurs si la visibilité de l'origine des produits était renforcée en magasin.

> Mais les labels ne rassurent pas quant à la rémunération des agriculteurs

Les citoyens semblent plutôt sceptiques quant à la présence d'un label sur un produit alimentaire pour mieux rémunérer l'agriculteur. 57% des consommateurs ne sont pas rassurés par la présence d'un label.

> Une volonté d'en savoir plus sur la répartition des prix

Près de 2 participants sur 3 considèrent qu'il faudrait améliorer la transparence sur la répartition de la valeur entre agriculteurs et intermédiaires pour envisager de payer un peu plus cher leurs produits alimentaires. Il sont également une majorité à proposer spontanément d'étendre à chaque filière l'obligation d'afficher, en magasin, la part qui revient à l'agriculteur dans le prix d'un produit alimentaire.

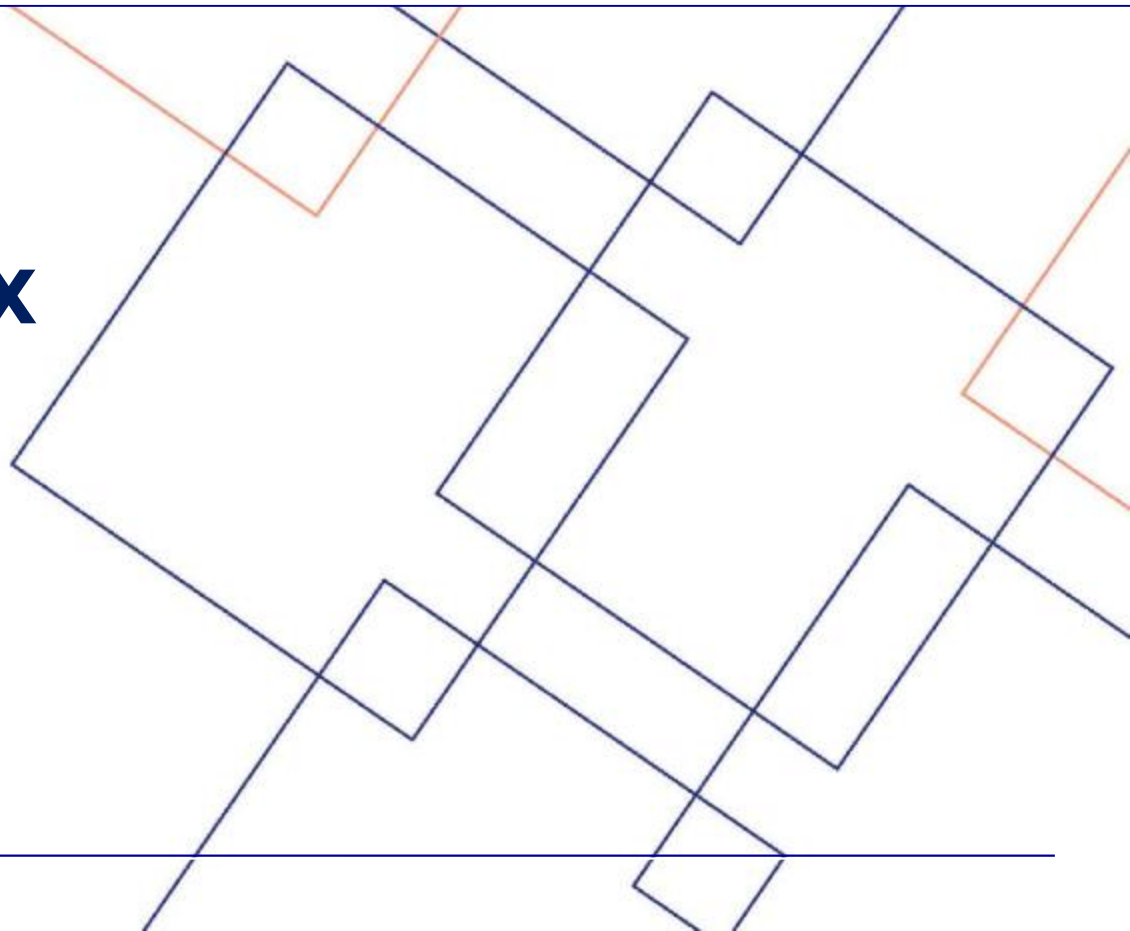
> Introduire des clauses miroirs dans l'importation de produits européens

2 consommateurs sur 3 pensent qu'il serait préférable d'imposer aux produits importés le respect des mêmes règles que les agriculteurs français et européens pour garantir la rémunération des agriculteurs. C'est aussi une recommandation majoritaire dans les questions ouvertes.

> Les ouvriers et les jeunes sont plus sensibles au critère du prix

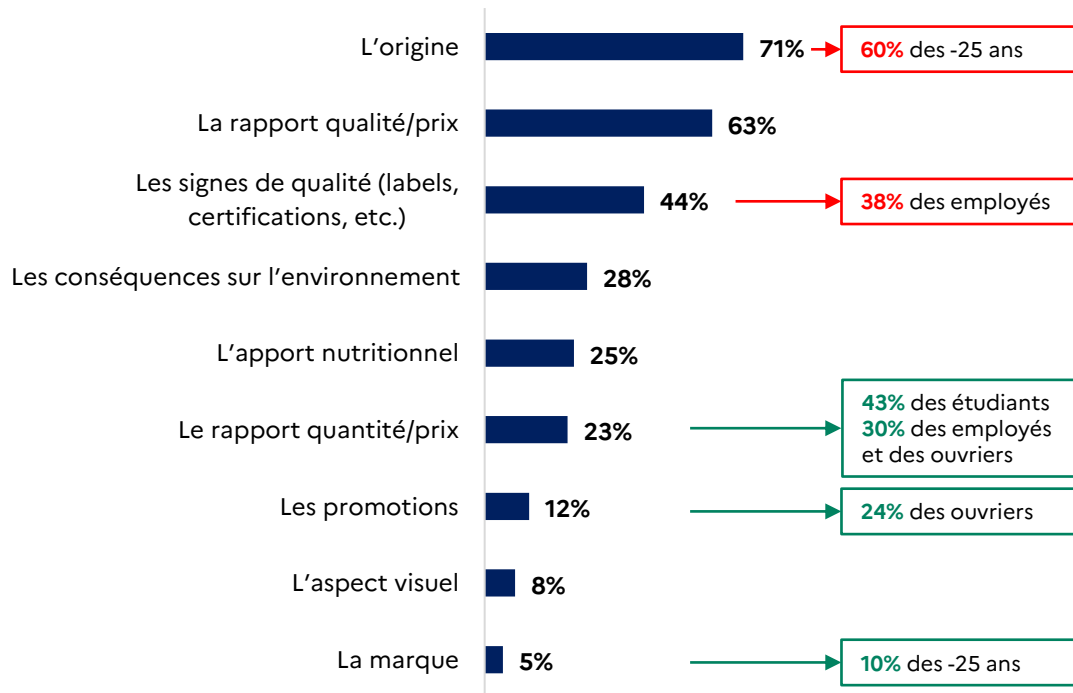
Les ouvriers et les jeunes privilégient davantage le prix que la qualité d'un produit dans leur achat. Ils sont aussi plus nombreux à déclarer ne pas pouvoir payer un peu plus cher leurs produits pour mieux rémunérer les agriculteurs.

Réponses aux questions fermées



Que priorisez-vous dans l'achat d'un produit alimentaire ?

Plusieurs réponses possibles par participant



À retenir

Les participants privilégient la qualité au prix dans l'achat d'un produit alimentaire :

> 2 consommateurs sur 3 priorisent l'origine et le rapport qualité prix.

> Presque 1 consommateur sur 2 priorise les signes de qualité (labels, certifications, etc.).

> Les consommateurs priorisent très peu l'aspect visuel et la marque.

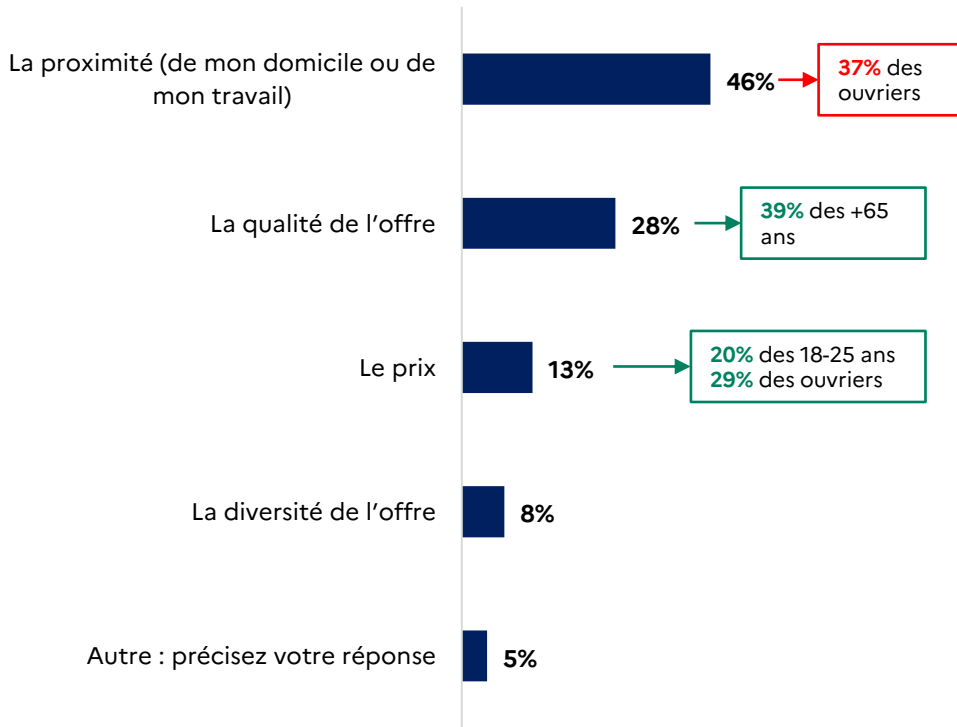
Résultats en fonction du profil des participants

Les **jeunes** privilégient le rapport quantité/prix à l'origine. Ils sont aussi plus attachés à la marque.

Toutes les catégories professionnelles privilégient l'origine mais une part plus importante d'**employés** et d'**ouvriers** privilégient le rapport quantité/prix.

Quelle est la première raison de votre choix de lieu de courses ?

Une seule réponse par participant



À retenir

Les citoyens privilégient la proximité de leur lieu de courses par rapport à leur domicile ou leur travail plutôt que l'offre :

> Presque 1 consommateur sur 2 choisit son lieu de courses en fonction de sa proximité avec son domicile ou son lieu de travail.

> Près d'1 consommateur sur 4 priorise néanmoins la qualité de l'offre.

Ces résultats sont cohérents avec les priorités des citoyens dans le choix d'un produit alimentaire : la qualité de l'offre plutôt que prix.

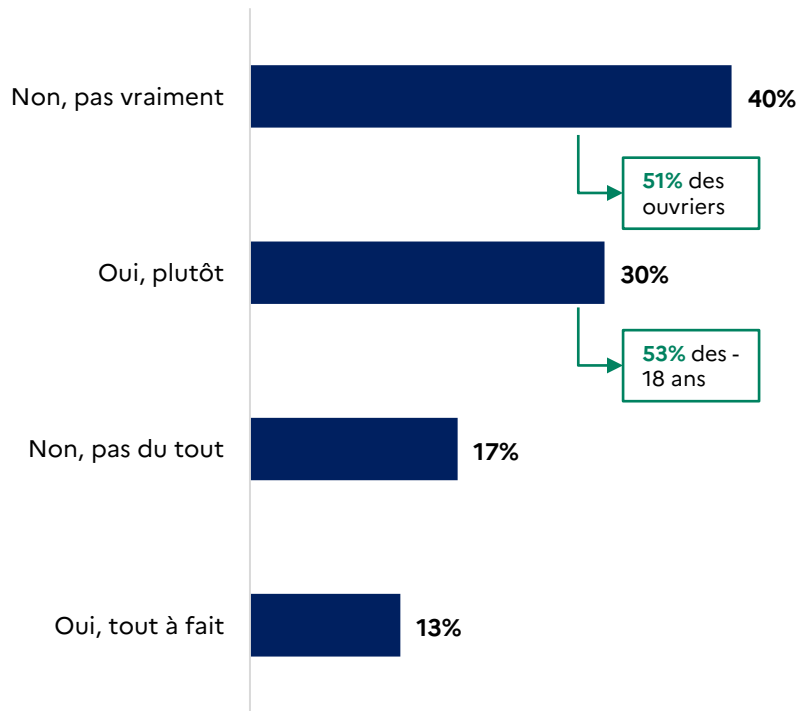
Résultats en fonction du profil des participants

Plus les consommateurs sont **jeunes**, plus ils privilégient le prix à la qualité de l'offre.

Les **ouvriers** privilégient aussi le prix à la qualité de l'offre. Ils sont moins nombreux à privilégier la proximité.

La présence d'un label (Label rouge, Bio, AOP) sur un produit alimentaire vous rassure-t-elle quant à la rémunération de l'agriculteur ?

Une seule réponse par participant



À retenir

Les citoyens semblent plutôt sceptiques quant à la présence d'un label sur un produit alimentaire pour mieux rémunérer l'agriculteur :

> 57% des consommateurs ne sont pas rassurés par la présence d'un label.

> Presque 1 participant sur 5 n'est pas du tout rassuré par la présence d'un label.

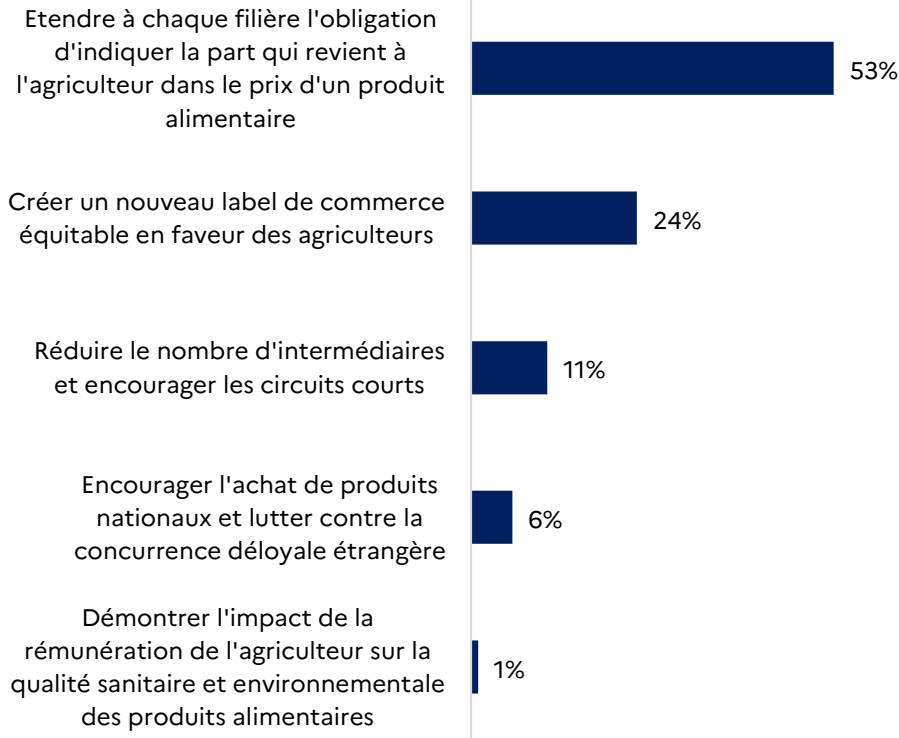
Ceci alors que près de la moitié d'entre eux priorise les signes de qualité dans l'achat d'un produit alimentaire : une transparence accrue dans ces labels pourrait constituer un très bon vecteur de responsabilisation des distributeurs et des consommateurs.

Résultats en fonction du profil des participants

Les **jeunes** sont plus rassurés par la présence d'un label sur un produit alimentaire.

Les **ouvriers** sont moins rassurés que la moyenne par la présence d'un label sur un produit alimentaire.

Qu'est-ce qui devrait être amélioré pour mieux vous informer sur la rémunération de l'agriculteur ?



À retenir

Une majorité de participants aimerait **systématiquement indiquer la part qui revient à l'agriculteur**, à l'instar de ce qui se fait déjà pour le lait, soit en présentant le **pourcentage du prix de vente** perçu par l'agriculteur, soit en indiquant la **somme d'argent** que le producteur a touché sur l'article.

De nombreux participants aimeraient également créer un nouveau **label de « nutriscore social »**, à l'image de la marque « *C'est qui le patron !?* », à afficher sur les produits qui rémunèrent équitablement les agriculteurs.

D'autres souhaitent **réduire le nombre d'intermédiaires**, qui nuit à la compréhension du consommateur sur ce qui revient à l'agriculteur, en favorisant la vente directe pour **limiter les marges** de la grande distribution. À défaut, certains consommateurs pensent qu'il serait judicieux de préciser, sur les emballages, le nombre d'intermédiaires à l'origine du produit et **donner des informations sur l'agriculteur** (nom, adresse, etc.).

Enfin, quelques participants aimeraient **lutter contre la concurrence déloyale étrangère** en taxant les produits qui ne respectent pas les mêmes normes sanitaires et environnementales qu'en France afin de **favoriser la consommation de produits français** sur nos étales.

Qu'est-ce qui devrait être amélioré pour mieux vous informer sur la rémunération de l'agriculteur ?

Exemples de contributions citoyennes

« À l'image de ce qui se fait sur certaines briques de lait, marquer concrètement le prix que va toucher l'agriculteur sur le produit vendu.

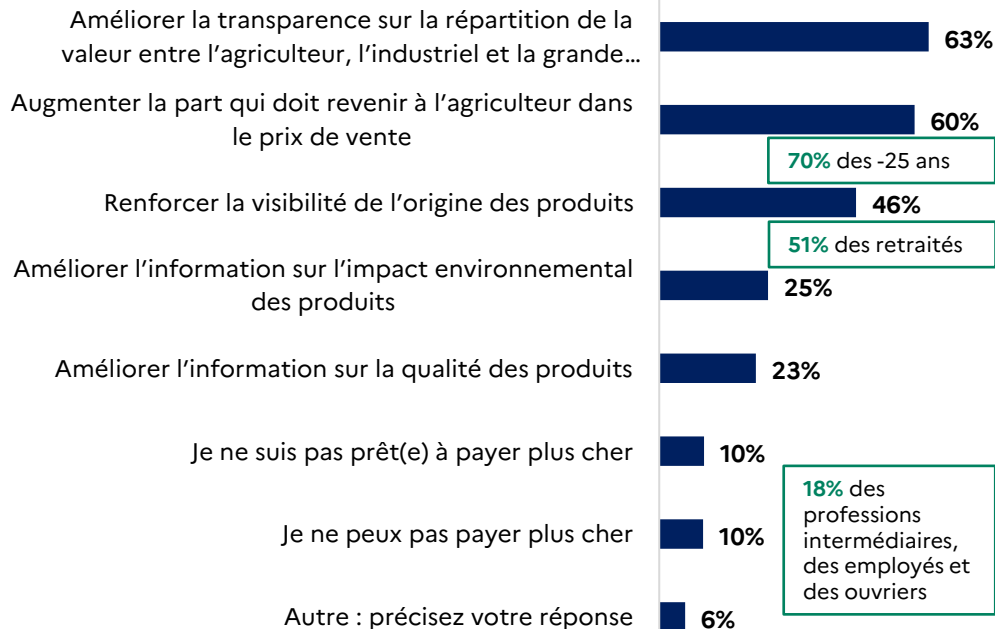
« Créer un label ou un barème, comme le label nutritionnel ABCDE, sur les emballages qui situe la rémunération de l'agriculture en pourcentage ou en grille de couleurs.

« Réduire le nombre d'intermédiaires et plafonner leur impact sur le prix de vente final pour augmenter le revenu initial de l'agriculteur.

« Un QR code qui renvoie à une infographie expliquant l'ensemble de la répartition de la valeur et des coûts du produit dans sa chaîne de valeur (production, sous-traitance, coût logistique, etc.).

A quelles conditions seriez-vous prêt(e) à payer plus cher vos produits alimentaires pour mieux rémunérer les agriculteurs ?

Plusieurs réponses possibles par participant



À retenir

Les consommateurs attendent une meilleure répartition de la valeur entre les agriculteurs, les industriels et la grande distribution pour payer plus cher leurs produits alimentaires :

> Près de 2 participants sur 3 considèrent qu'il faudrait améliorer la transparence sur la répartition de la valeur entre les acteurs

> Une proportion similaire estime qu'il faudrait directement augmenter la part qui doit revenir à l'agriculteur dans le prix de vente

Résultats en fonction du profil des participants

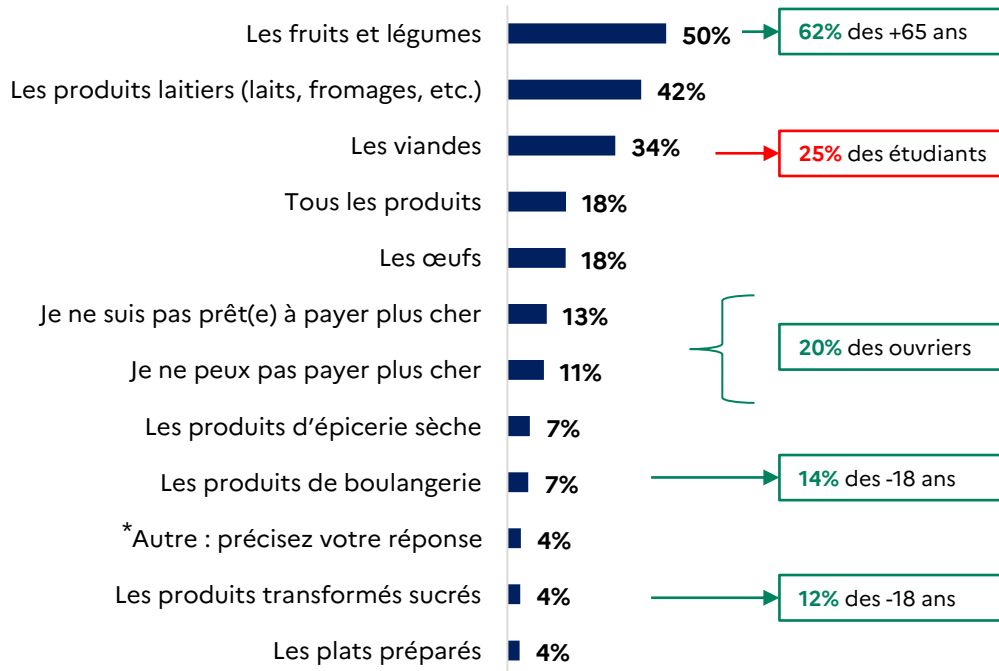
Plus les consommateurs sont **jeunes**, plus ils préfèrent augmenter la part qui doit revenir à l'agriculteur dans le prix de vente.

Les **retraités** souhaitent, en majorité, renforcer la visibilité de l'origine des produits.

Une part plus importante de **professions intermédiaires**, d'**employés** et d'**ouvriers** ne peut pas payer plus cher.

Quels produits seriez-vous prêt à payer un peu plus cher pour mieux rémunérer les agriculteurs ?

Plusieurs réponses possibles par participant



À retenir

Les consommateurs seraient davantage prêts à payer plus cher les produits frais plutôt que les produits secs ou transformés :

> 1 consommateur sur 2 serait prêt à payer plus cher ses fruits et légumes.

> Plus d'1 consommateur sur 3 serait prêt à payer plus cher ses produits laitiers et la viande.

> Très peu de citoyens seraient prêts à payer plus cher les produits transformés.

Résultats en fonction du profil des participants

Les **jeunes** sont davantage prêts à payer un peu plus cher les **produits transformés**.

Les **étudiants** sont moins prêts à payer un peu plus cher de la **viande**.

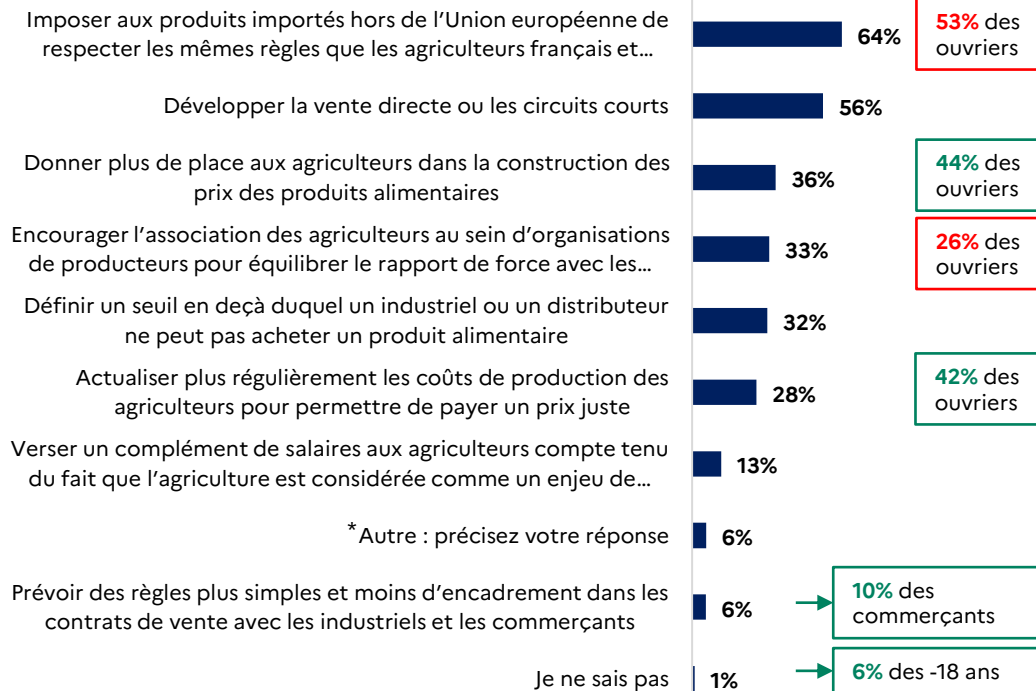
Les **ouvriers** ont plus nombreux à **ne pas pouvoir payer plus cher**.

Les participants pouvaient choisir plusieurs réponses. Le total des réponses dépasse, par conséquent, les 100%.

*Commentaires libres : avant tout réduire les marges des industriels et des distributeurs ou respecter des conditions de production (environnement)

Selon vous, pour garantir la rémunération des agriculteurs, il serait préférable de

Plusieurs réponses possibles par participant



À retenir

Les participants priorisent des actions permettant d'assurer une concurrence loyale entre acteurs plutôt que de garantir un revenu minimum aux producteurs :

> 2 consommateurs sur 3 souhaitent imposer aux produits importé le respect des mêmes règles que les agriculteurs français et européens.

> Plus d'1 consommateur sur 2 pense qu'il serait préférable de développer la vente directe pour désintermédier la relation avec le consommateur.

> 1 participant sur 3 préfère donner plus de place aux agriculteurs dans la construction des prix, notamment en encourageant leur association au sein d'organisations de producteurs.

Résultats en fonction du profil des participants

Les **ouvriers se distinguent** des autres catégories professionnelles sur plusieurs options.

Que recommanderiez-vous à la mission parlementaire pour améliorer le revenu des agriculteurs ?



À retenir

1 participant sur 4 recommande de **limiter l'importation de produits qui ne respectent pas les normes sociales et environnementales de l'Union européenne** en introduisant, soit des taxes supplémentaires, soit leurs importations à travers des **clauses miroirs** dans les traités commerciaux.

1 participant sur 5 souhaite **introduire un prix plancher** en-dessous duquel un intermédiaire ne peut pas acheter un produit agricole.

Plusieurs participants ont également évoqué la nécessité d'**écouter au-delà des organisations professionnelles majoritaires** pour obtenir un meilleur aperçu du monde agricole.

Outre la **diminution des taxes et des charges** pesant sur les agriculteurs, des consommateurs ont demandé à **mieux répartir les marges entre agriculteurs et intermédiaires**, voire plaident pour l'introduction d'un **revenu minimum** pour l'agriculteur.

Enfin, à contre-courant de la volonté de simplification et de réduction des normes agricoles, certains participants souhaitent **maintenir les contraintes environnementales actuelles** et encourager l'agriculture biologique et une alimentation saine et durable parmi la population.

Que recommanderiez-à la mission parlementaire pour améliorer le revenu des agriculteurs ?

Exemples de contributions citoyennes

« Protéger l'agriculture française en imposant des clauses miroirs strictes à tous les produits agricoles importés.

« Aménager les grands supermarchés avec de la place pour les agriculteurs locaux qui viennent directement déposer leurs produits au sein du magasin.

« Créer un revenu universel du paysan

« Réduire la marge des distributeurs au profit des agriculteurs avec un prix plancher pour chaque produit.

« Arrêter de pousser les agriculteurs dans la course au productivisme.